

Pour l'UE, Bujumbura fait une "interprétation erronée" de son programme

RFI, 07-06-2017 Burundi : l'UE accuse les accusations de déstabilisation de Bujumbura Le gouvernement du Burundi, qui traverse une grave crise politique depuis plus de deux ans, s'en est pris violemment à l'Union européenne, en l'accusant dans un communiqué lu à la radiotélévision nationale d'avoir participé et financé la déstabilisation de ce pays en se basant sur des documents qui montrent que l'UE avait financé l'exfiltration du Burundi de défenseurs de droits humains dont la vie était menacée. Bruxelles a dénoncé mercredi 7 juin de «fausses accusations».

Pour Bujumbura, ces documents sont la preuve que l'Union européenne a financé dès 2014 ceux qui ont orchestré la déstabilisation du Burundi quelques mois plus tard. Une allusion à la crise née de la contestation du troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. « Dans ces documents en circulation, il est rapporté que l'Union européenne a procuré des financements à l'endroit des personnes physiques ou morales impliquées dans la déstabilisation politique du Burundi et actuellement sous mandat d'arrêt émis par la justice burundaise », a déclaré mardi le porte-parole du gouvernement Philippe Nzobonariba. De quoi accabler aux yeux du gouvernement l'idée que l'UE serait derrière ce que le pouvoir appelle une tentative d'opérer un changement de régime au Burundi, c'est-à-dire la tentative de coup d'Etat de mai 2015. « Interprétation erronée » du programme de soutien L'Union européenne a réagi mercredi soir et elle a re catégoriquement ce qu'elle qualifie de « fausses accusations ». L'une de ses porte-parole explique qu'il s'agit dans ce cas d'un programme tout ce qu'il y a d'officiel, dont l'objectif est de venir en aide à des défenseurs des droits en difficulté. « Evidemment nous n'avons jamais tenté de déstabiliser le pays », rétorque Catherine Ray. L'Union européenne a formellement ces fausses accusations de volonté de déstabilisation du Burundi. Elles se basent en effet sur une interprétation erronée d'un programme de soutien des droits de l'homme que nous avons mené dans le pays. La précédente de l'Union européenne est fondée sur la promotion des droits de l'homme à travers le monde, donc ça politique tout fait générale, qu'on applique à tous nos pays partenaires, notamment à la protection des gens qui défendent les droits de l'homme. Nous pensons donc que pour que la crise au Burundi se règle, il faut prendre en compte les violations des droits de l'homme en cours ou passées et il faut protéger les personnes qui luttent en ce sens. « Ma famille a été gravement menacée » Ces fonds ont servi à exfiltrer du Burundi dès 2014 plusieurs défenseurs des droits humains ou leurs familles, dont la vie était en danger. Parmi ceux qui en ont bénéficié, la famille Pacifique Nininahazwe « son épouse et ses cinq enfants », l'une des principales figures de la société civile burundaise à l'initiative de la contestation contre le troisième mandat, considéré par Bujumbura comme l'un de ses principaux adversaires. Il explique que sa famille était alors sous le coup d'une menace de mort car il venait d'annoncer son intention de s'opposer farouchement au troisième mandat illégal du président Pierre Nkurunziza. Pacifique Nininahazwe : « Malgré la présence de deux policiers, nous avons estimé que nous étions toujours en danger parce que la menace venait directement des services de renseignement burundais. Pour cette raison, nous avons estimé qu'il fallait quitter le Burundi. » L'Union européenne, de loin le principal bailleur de fonds du Burundi, a pris depuis un an des sanctions contre le pouvoir de Bujumbura, accusé de graves violations de droits humains et qui a refusé jusqu'ici de participer à des pourparlers de paix avec son opposition. Mais l'organisation européenne poursuit néanmoins son aide directe à la population burundaise, notamment à travers l'ONU et les ONG.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});